Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, avec Canal Plus le 25 octobre 2015, sur la situation en Syrie, la Conférence de Paris pour le climat, les relations franco-russes et sur les élections au Canada et en Suisse.

2015-10-25

---

* Syrie

Q - Vous êtes en charge de dossiers extrêmement importants, le climat évidemment et on va y revenir, mais on va démarrer avec l'une des images fortes de la semaine, cette image c'est celle-là. Vladimir Poutine, Bachar al-Assad, un dictateur et...

R - Lequel est le dictateur ?

Q - C'est à vous de me le dire.

R - Alors bon ! Le président de la Russie et puis un criminel contre l'humanité.

Q - Que vous inspire leur sourire ?

R - C'est un sourire de convenance. Ce qui m'a frappé : c'est la première fois que Bachar al-Assad sortait de son pays depuis...

Q - En 2011 oui...

R - En fait, il a été - d'après ce qu'on peut savoir - emmené par un avion russe. Il a vu le président Poutine, ils ont discuté, il y a eu les caméras et on n'a appris que le lendemain que cela s'était passé.

Il y a deux interprétations. Il est venu - d'après ce qu'on dit - uniquement avec un secrétaire et peut-être qu'il ne savait pas s'il allait retourner dans son pays, mais ce que beaucoup de gens à travers le monde ont vu, c'est en fait une espèce de réhabilitation officielle de Bachar al-Assad, qui était reçu comme un chef d'État...

Q - Qu'il est.

R - Oui, enfin, en termes simples, il est le président de son pays, mais bon ! N'entrons pas dans les détails. La réalité c'est quoi ? La Syrie est un pays qui souffre terriblement - 250.000 morts depuis 3 ans et demi. On l'a oublié mais à partir d'une petite révolte de 7, 8 étudiants qui ont été traités de telle manière qu'il y a aujourd'hui 250.000 morts, des millions de gens réfugiés...

Nous, la France, ce que nous cherchons - nous n'avons pas d'agenda caché -, c'est simplement d'essayer - et c'est très difficile - de rétablir la paix là-bas.

Q - Bachar al-Assad aurait déclaré au président russe qu'il était prêt à discuter avec des groupes rebelles authentiquement engagés dans la lutte contre Daech.

R - Il y a là une contradiction, c'est que d'un côté Bachar al-Assad, comme Poutine, considèrent que tous ceux qui sont contre eux sont des terroristes, c'est assez simple. C'est-à-dire ou bien vous êtes avec Bachar ou bien, si vous êtes contre Bachar, vous êtes un terroriste. Mais, d'autre part, ils disent qu'on peut quand même trouver une solution avec tout le monde. La réalité c'est que si on veut trouver une solution en Syrie, il va falloir que Bachar s'en aille : peut-être pas tout de suite, même si beaucoup le souhaiteraient, mais on est en train de discuter pour voir s'il y a une solution de sortie.

Q - En attendant, il est toujours là, il est bien là...

R - Parce qu'il est soutenu par les Russes et les Iraniens.

Q - Oui, est-ce que vous n'avez pas fait une erreur d'analyse fondamentale en pensant qu'il allait tomber rapidement, au bout de quelques mois ?

R - Non, je ne pense pas. On l'a souhaité mais ce n'est pas ce qui s'est passé...

Q - Cela ne suffit pas les souhaits !

R - Non, bien sûr, mais enfin il faut une ligne directrice. La France n'est pas seule au monde, ce n'est pas parce qu'on a une idée qui est juste qu'on la fait prévaloir. Pourquoi n'est-il pas tombé alors qu'il était au départ très faible et qu'il n'y avait pas à l'époque de terroristes ? D'une part, parce que les Russes et les Iraniens l'ont aidé. Il ne faut pas oublier non plus les Iraniens qui sont là, sur le terrain, et qui se battent pour le compte de Bachar. Et puis, vous vous rappelez peut-être cela, en août 2013, on avait prévu lorsque Bachar a utilisé des armes chimiques...

Q - C'était la ligne rouge !

R - Le président Obama avait dit : «c'est une ligne rouge, si Bachar utilise des armes chimiques contre son peuple - et il y a eu plus de 500 morts par les armes chimiques - à ce moment-là je réagirai». Nous avions prévu de réagir avec les Américains et les Anglais. Au

dernier moment, le président Obama a dit : «je ne réagis pas». Et là, ça a été une bascule parce que beaucoup de pays à travers le monde - et notamment M. Poutine - ont compris que si le président Obama ne réagissait pas contre Bachar qui était faible, alors que Bachar avait utilisé des armes chimiques, peut-être on pouvait se permettre dans un certain nombre de pays de faire des choses qui étaient défendues.

Q - Donc pas d'erreur d'analyse pour vous !

R - La réalité, c'est qu'on a tous une responsabilité, puisque ce bonhomme qui est criminel contre l'humanité reste au pouvoir aujourd'hui. Mais je ne retourne pas vers le passé, on essaie d'agir avec tout le monde et de discuter avec tout le monde.

Q - Avec tout le monde sauf, sauf Bachar al-Assad.

R - Bien sûr.

Q - Bien sûr. Justement, la diplomatie, est-ce que ce n'est pas l'art de parler avec des gens qui ne sont pas fréquentables ?

R - Vous parlez avec Hitler, non, vous ne parlez pas avec Hitler...

Q - Non, on parle avec Staline, on s'allie avec Staline contre Hitler, c'est un ancien ministre des affaires étrangères socialiste Hubert Védrine qui a dit qu'il faudra un jour s'allier avec Bachar al-Assad, il a repris exactement la même comparaison que celle que vous venez de faire.

R - Alors restons un instant là-dessus. Qu'est-ce qu'on cherche ? On cherche à ce que la Syrie qui, aujourd'hui, est déchirée, qui est un pays qui quasiment n'existe plus, retrouve son unité, son intégrité et que les Syriens puissent vivre en paix, qu'ils soient sunnites, qu'ils soient chiites, qu'ils soient chrétiens, etc. Pour cela, il faut d'abord lutter contre les groupes terroristes, un groupe en particulier que l'on appelle Daech.

Parallèlement, il faut trouver une solution politique ; ce n'est pas militairement qu'on va l'emporter. Pour trouver une solution politique, nous considérons que si on dit aux Syriens que dans 10 ans, ce sera toujours M. Bachar al-Assad qui sera à la tête de l'État, à ce moment-là une grande partie des Syriens va dire : «c'est désespérant, donc on va aller du côté des terroristes». Nous, nous ne voulons pas que les terroristes prévalent et nous cherchons donc une solution qui soit ni les terroristes ni M. Bachar. Pour cela, on discute avec tout le monde. (...).

* Conférence de Paris pour le climat

(...)

Q - Autre dossier, très loin des tensions diplomatiques, un dossier brûlant et ce n'est pas un jeu de mot, celui du réchauffement climatique. Monsieur le Président de la COP21, c'est le plus grand rendez-vous diplomatique que la France aura jamais accueilli. 195 pays attendus à Paris, c'est devenu une habitude, on parle de réunion de la dernière chance. Très simplement Laurent Fabius, qu'est-ce qui sera différent à Paris pour la COP21 et pourquoi est-ce que ce serait différent ?

R - J'espère que ce sera différent parce que, d'une part, le phénomène s'est aggravé. Il y a quelques années, quand on disait que...

Q - Ça, on a vu que ce n'était pas une motivation nécessaire, ça fait longtemps maintenant qu'on dit que la maison brûle.

R - Non, la prise de conscience est beaucoup plus forte. L'année dernière a été la plus chaude jamais enregistrée, le mois dernier a été le plus chaud jamais enregistré, les typhons sont de plus en plus nombreux et de plus en plus forts, les pluies, les sècheresses, etc.

Le phénomène s'est donc aggravé et la prise de conscience est plus forte. Moi qui vais présider la COP, elle ne peut être victorieuse que si à la fin de la COP, on a élaboré un texte et que lorsque je soumettrai le texte aux voix, la totalité des 196 parties lève la main pour dire oui. Vous voyez la difficulté extraordinaire...

Q - Vous êtes inquiet, vous y croyez ?

R - Je prends souvent une formule de Léon Blum, qui était président du Conseil il y a longtemps, qui disait : «je le crois parce que je l'espère».

Q - Assez paradoxalement, c'est le ministre des affaires étrangères qui préside cette grande Conférence climat et pas la ministre de l'écologie Ségolène Royal, pourquoi ?

R - Non, c'est déjà arrivé, notamment avec le Mexique. Pourquoi ? Parce que c'est une négociation internationale. Ségolène Royal défend la position française au sein de l'ensemble européen, mais le président de la République m'a confié le soin parce que c'est...

Q - Elle n'a pas aimé, Ségolène Royal !

R - Vous lisez trop les journaux...

Q - Mais donc vous ne démentez pas.

R - À supposer même que vous ne les écrivez pas.

Q - Vous ne me démentez pas ?

R - C'est une négociation diplomatique. Il faut mettre d'accord les 196 parties et, donc, c'est un immense travail...

Q - Donc, c'est un boulot sérieux, donc c'est votre travail. On vous a rarement entendu parler d'écologie au cours de votre carrière politique, en tout cas...

R - Faux, faux...

Q - Ce n'est pas ce qu'on retient de votre parcours Laurent Fabius...

R - Faux, faux.

Q - Si on demande à n'importe laquelle des personnes qui sont là assises dans la salle, je suis sûr qu'il n'y aura pas...

R - Mais parce que j'ai fait beaucoup d'autres choses, mais...

Q - Il fallait un nouveau converti pour présider cette COP ?

R - Premièrement, je ne vais pas vous donner mes états de service, mais depuis que j'ai été chargé de cette mission, je me suis plongé à fond dans le dossier. Je suis plutôt du genre laborieux...

Q - Et on va en avoir le témoignage...

R - Je peux dire aux uns et aux autres que ce n'est pas du tout un gadget, c'est une question qui va déterminer nos vies.

Q - Vous avez un surnom Laurent Fabius, «climarathonien», «climarathonien» parce que ça ressemble beaucoup à ce que vous faites depuis quelques mois, même si en ce moment ça ressemble plutôt à un sprint, et ce n'est pas qu'une image. J'ai même eu du mal à vous suivre monsieur le ministre, deux pays en 48 heures : le Pérou, la Bolivie. D'abord, donc, Lima où vous avez rencontré Ban Ki-Moon, les banques multilatérales, les ministres des finances du monde entier... Des enjeux financiers extrêmement importants. Les fameux 100 milliards. Et le deuxième volet à Cochabamba avec une opération un petit peu plus séduction auprès du président Evo Morales.

R - Je fais en moyenne 40 000 kilomètres par mois mais, avec la préparation de la COP, cela s'est accéléré. Vous savez, on peut traiter des choses par téléphone, mais de temps en temps, rien ne remplace le contact humain direct, si on veut essayer d'écouter et de convaincre.

(Diffusion d'un reportage sur le déplacement du ministre au Pérou et en Bolivie)

R - Si je peux me permettre, il y a deux, trois choses qui m'ont frappé dans ce reportage. Bon, on voit les embrassades des uns et des autres, etc. ...

Q - Une diplomatie tactile !

R - Les gens ont l'impression que les États sont des monstres froids. Il est vrai que chacun des ministres défend les intérêts de son pays, mais la dimension personnelle est très importante. Si vous nouez des relations personnelles bonnes avec tel ou tel, il y a des choses qu'il ne vous fera pas, il y a des choses que vous ne ferez pas. Par exemple, avec mon prédécesseur péruvien, c'était le président de la COP20. Il est très important qu'un État pauvre du Sud et un État réputé riche du Nord travaillent ensemble parce que si c'était la France, uniquement la France, on dirait : oui, la France, d'accord, vous êtes un pays riche, etc. Là, on travaille ensemble. Donc, la dimension personnelle est très importante.

Ce n'est pas la même atmosphère d'être en face des banquiers du Fonds monétaire international, ou avec Evo Morales dans une réunion qui me rappelle le Parti socialiste des années 70. Mais ce n'est pas la même chose.

Q - Qu'est-ce que vous en dites, camarade ?

R - Je lui ai dit : «Evo, c'est très bien, ton discours, etc...». C'est important qu'il soutienne la COP parce que s'il se met, comme d'autres, à être contre la COP, on n'arrivera pas à un accord.

Là où je n'étais pas tout à fait d'accord avec lui, c'est qu'il disait que le capitalisme a comme conséquence de développer la pollution. Mais, lui ai-je dis, dans les pays non capitalistes, il n'y a pas de pollution ? Ce n'est pas ce que j'ai observé...

Q - On vous a vu reçu comme un chef d'État à Cochabamba. Vous auriez déclaré à un proche, en arrivant au Quai d'Orsay, vous voyez que je lis la presse : «Comme je ne serai jamais président de la République, c'est à la tête de la diplomatie française que je dois laisser une trace.»

R - Oh, je ne fais jamais des phrases aussi longues, non !

Q - Non mais, le sens c'était ça ?

R - Non. En tout cas, je suis très bien là où je suis. C'est passionnant et j'ai la confiance du président et de beaucoup de Français. Je suis donc très heureux dans ce que je fais.

Q - La confiance du président, c'est une certitude. Vous avez quand même un regard sévère sur ces trois premières années du quinquennat de François Hollande ?

R - Non, je n'ai pas de regard sévère par rapport à une équipe dont je fais partie ; je ne suis pas schizophrène. Mais il est vrai que l'on avait sous-estimé - je le dis clairement - l'état industriel de la France qui était beaucoup plus dégradé que ce que l'on pensait. Depuis la dernière fois que j'étais au gouvernement - j'étais ministre de l'économie et des finances dans les années 2000 - la France industrielle, productive, s'est beaucoup dégradée. On l'a certainement sous-estimé.

(...)

Q - Invité spécial ce dimanche, l'homme qui veut sauver le monde - je peux dire ça ?

R - Oui, enfin je voudrais en tout cas, dans la conférence de Paris, qu'on ait un bon résultat, qui lui, effectivement, peut rendre vivable le monde, oui.

(...)

Q - D'abord, la bataille qui se joue pour le climat, une bataille qui se joue aussi dans les têtes. C'est une bataille de communication, et pas seulement une bataille diplomatique. Il y a quelques mois vous receviez les Monsieur et Madame Météo du PAF, et parmi eux il y avait Philippe Verdier, le chef du service météo de France Télévisions, qui a fait scandale avec ses déclarations climato-sceptiques. C'est une vraie question, le climato-scepticisme, Laurent Fabius, parce qu'il y a des scientifiques qui, même en France, doutent sérieusement du réchauffement climatique.

(Reportage sur les climato-sceptiques français)

Q - Commentaire, Laurent Fabius ? C'est bon le débat ?

R - Oui, deux commentaires. Bon, d'abord qu'il y ait un académicien qui soit climato-sceptique, bon très bien ...

Q - C'est un peu réducteur, ils sont trois, quatre ...

R - Oui, trois, quatre mais comme disait François Mitterrand : «il y a des poissons volants mais ce n'est pas la majorité des poissons !»

Q - Il le dit souvent, il le dit : dans la science, il y a souvent eu trois, quatre contre 200 et puis ...

R - Non mais il ne faut pas inverser le raisonnement, ce n'est parce que vous êtes ultra minoritaire que vous avez raison et n'est pas Galilée qui veut.

Q - Ils disent que dans la science, c'est arrivé.

R - N'est pas Galilée qui veut. Non je crois que la cause est absolument entendue et le GIEC est très prudent. Parce que le GIEC ce sont des savants du monde entier qui ont fait un travail de recollement. Ce qui m'intéresse aussi, c'est que souvent, dans l'argument des climato-sceptiques, il y a un côté complotiste, en disant «mais tout le monde étant d'accord, ça veut dire qu'il y a un complot et donc la réalité est ...» mais peu importe. Ce que j'ai, parce que c'est un débat qui me parait tout à fait dépassé, ce que j'ai noté, c'est une remarque d'un des académiciens qui disait «il faut agir vite, sinon ça sera trop tard». Quand on discute par exemple du commerce international, si on ne se met pas d'accord une année, on peut dire «on recommencera dans trois ans» mais là, ce sera trop tard. Donc il faut que ce soit cette année qu'on décide positivement sur l'essentiel.

Q - On vous écoute Laurent Fabius mais cette COP21 du coup, ça aurait dû soulever l'enthousiasme, ça se passe en France et ce n'est pas le cas. L'opinion publique n'est pas mobilisée, Laurent Fabius. Comment vous l'expliquez ?

R - Si vous pensez que le matin, la première chose à laquelle pensent les gens, c'est «je vais me fabriquer un calicot pour aller défiler en disant vive la COP21», non ! Mais il y a eu de études d'opinion où on demande aux gens : «est-ce la question du climat vous paraît très importante ?», ils répondent «oui» dans une grande majorité. Ensuite à la question : «Est-ce que dans votre expérience de vie, c'est très important ?» la réponse est majoritairement : «oui» et - ce qui est significatif à la question : «est-ce que vous pouvez faire quelque chose pour lutter contre le dérèglement climatique ?», les gens répondent : «oui» et je pense que nous avons tous une tâche car d'un côté il y a les grandes décisions avec la COP21, et, de l'autre côté, chacun dans sa vie peut faire quelque chose.

Q - Au quotidien.

R - Au quotidien.

Q - Qu'est-ce que vous faites au quotidien, par exemple, pour lutter contre le réchauffement climatique ?

R - Des petites choses, par exemple, je suis une des personnes qui ne laissent pas son téléviseur en veille mais qui l'éteint complètement et cela a une incidence sur votre consommation d'électricité. Quand j'achète des appareils électriques, je fais attention à la classe, la classe A, énergétique...

Il y a d'autres choses à faire. Je ne vais pas faire semblant de prendre sans cesse les transports collectifs, ce n'est pas vrai, j'ai une voiture. Mais chaque individu peut faire le tri sélectif, prendre les transports collectifs, etc. Si jamais vous avez des travaux à faire ou si vous construisez une maison, vous pouvez avoir l'énergie solaire. Si vous êtes à la tête d'une entreprise, vous pouvez faire un bilan carbone et vous demander : «qu'est-ce que je peux faire pour améliorer mon bilan carbone ?», et vous allez voir que dans la vie quotidienne ...

Q - Vous l'avez fait votre bilan carbone ?

R - Non mais vous voulez dire en tant que ...

Q - Ministre des affaires étrangères, grand voyageur ?

R - Il est dramatique.

Q - C'est l'un des paradoxes.

R - ...mais si ensemble puisque je vous ai emmené, si on était au Pérou ...

Q - Ce n'est pas comme le covoiturage ...

R - ...en goélette, on ne serait pas revenu à temps pour cette émission.

Q - C'est vrai, donc c'était pour la bonne cause.

R - Mais attention, avec la COP21 qui aura lieu à Paris Le Bourget, on a fait en sorte qu'avec les matériaux que l'on utilise, dans les chauffages, dans les repas que l'on va distribuer, d'être éco-compatible.

* Russie

(...)

Q - La voie est étroite. Alors avec la Russie, certains parlent d'une nouvelle guerre froide, je ne sais pas si vous reprendriez l'expression...

R - Pas du tout.

Q - En tout cas, les relations sont compliquées. Les relations de la France avec la Russie de Vladimir Poutine sont particulièrement houleuses depuis trois ans. Il y a deux sources principales de conflit, on peut le dire, la crise ukrainienne et puis là on l'a vu, la Syrie. Pourtant, les deux États essaient de conserver un lien, vous nous le dites...

R - Bien sûr.

Q - On entendait votre ancien camarade Jean-Pierre Chevènement parler de «russophobie» au sein de l'administration, voire du gouvernement français. Vous ne la ressentez absolument pas cette émotion ?

R - Non, il y a une notion qu'il faut citer parce que sinon on ne comprend rien à la politique réelle de la France, c'est l'indépendance. On a parlé de la Syrie il y a quelques instants, nous sommes indépendants. Nous sommes indépendants des Américains, des Russes, des Chinois...

Q - Indépendants ou isolés ?

R - Indépendants.

Q - Indépendants ou hors-jeu ?

R - Indépendants.

Q - Indépendants ou dans un angle mort ?

R -Vous pouvez continuer, il y a beaucoup de mots dans la langue française...

Q - J'essaie de préciser justement la définition de cette indépendance.

R - Moi, j'essaie d'expliquer. Indépendance, c'est-à-dire que nous prenons position, le président de la République, le Premier ministre, moi-même en fonction de ce que nous jugeons avec les intérêts de la France et des Français et notre vision du monde.

En Syrie, ce que nous faisons peut ne pas faire plaisir aux Américains, aux Iraniens, aux Russes - je n'en sais rien - mais nous voulons agir pour que la Syrie retrouve sa liberté et que les gens puissent, quelle que soit leur religion, être en Syrie. En Russie, nous ne sommes absolument pas russophobes, je ne sais pas où vous avez inventé ça...

Q - Ce n'est pas moi qui le dis, c'est votre envoyé spécial... C'est le représentant spécial de la France pour la Russie, Jean-Pierre Chevènement.

R - Oui, mais si j'ai nommé Jean-Pierre Chevènement, que j'estime beaucoup, c'est sans doute que nous avons des affinités, sinon je ne l'aurai pas nommé. D'une part, si Jean-Pierre n'était pas satisfait de la politique que je mène, il aurait remis son tablier comme il l'a fait à d'autres moments.

Pourquoi l'ai-je nommé ? Parce qu'il a des affinités avec les Russes, qu'il est très intelligent, qu'il a une vraie colonne vertébrale et nous voulons avancer. Depuis des décennies, on a de bonnes relations avec les Russes. Simplement, il faut dialoguer avec les Russes, je le fais, notamment avec mon collègue Lavrov au téléphone toutes les semaines. M. Poutine était là, il y a quelques jours avec Mme Merkel et M. Porochenko pour parler de l'Ukraine. Donc on a de bonnes relations avec eux mais on est ferme.

On a vu là quelques députés qui ont été des reines d'un jour là...

Q - Dont Thierry Mariani.

R - Oui. Vous avez pu les interviewer et vous êtes content, mais la réalité c'est quoi ? Les Russes ont envahi et annexé une partie d'un autre État qui s'appelle la Crimée. Est-ce qu'on peut accepter, quand on porte le droit international, qu'un pays parce qu'il est grand annexe

une partie d'un autre pays ? La réponse est non. Ce n'est pas simplement la France, c'est la totalité des pays - sauf la Corée du Nord je crois - qui ne reconnait pas l'annexion. Donc, on dit aux Russes : on vous apprécie beaucoup, on vous aime beaucoup, vous êtes une grande civilisation mais ça non.

Q - Nicolas Sarkozy se rend à Moscou la semaine prochaine pour rencontrer Vladimir Poutine. C'est une faute ?

R - Non. C'est son droit de circuler, il sera accueilli d'ailleurs d'une manière tout à fait républicaine par l'ambassadeur que nous avons nommé.

Q - Une expression de plus en plus à la mode, on parle de Troisième Guerre mondiale, on y serait ou on n'en serait pas loin.

R - Non, absolument pas. En revanche...

Q - C'est une expression de journaliste ?

R - Vous savez la définition que donne Gide du journalisme ? C'est «ce qui sera dépassé demain». C'est de Gide, ce n'est pas de moi.

Q - Mais précisez, plus sérieusement sur la Troisième Guerre mondiale.

R - Merci, j'essaie d'être sérieux. Non, je crois qu'il y a des conflits mondialisés mais qu'il n'y aura pas de guerre mondiale. (...).

* Canada

(...)

Q - Le nom du nouveau Premier ministre canadien ?

R - Trudeau.

Q - Justin Trudeau.

R - Bon, d'abord, je le félicite, le président de la République l'a appelé et puis, je souhaite que ce soit un grand succès. Cela va être important pour la COP21 parce que son prédécesseur qui s'appelait M. Harper était un des plus climato-sceptiques alors que, vous savez, il y a plusieurs régions au Canada ...

Q - Et dans un pays où il y a des énergies fossiles, le pétrole, oui ...

R - Oui et les Premiers ministres de différentes régions étaient pour le climat mais Harper était contre et Trudeau, lui, a vraiment des idées pro climat. Il va venir comme beaucoup de chefs d'État et de gouvernement le 30 novembre, le premier jour de la COP et j'espère qu'il

annoncera une évolution de son pays parce que c'est quelque chose qui peut beaucoup nous aider.

Q - Il pourrait donc faire un bout de chemin vers la France, vous aimeriez que la France fasse un bout de chemin vers le Canada, légaliser aussi la marijuana ?

R - Non. (...).

* Suisse

(...)

Q - Un scénario à la Blocher - montée de l'extrême droite - est possible en France, Laurent Fabius ?

R - J'espère bien que non. C'est triste ce que l'on voit là d'autant plus, et c'est pourquoi c'est très préoccupant, qu'en Suisse la situation économique est bonne. C'est un pays où il y a 3% de croissance et 3% de chômage et quand on dit que la montée de l'extrême droite est liée uniquement à des circonstances économiques, c'est plus vaste que ça.

Q - Cas d'école pour ce qui pourrait se passer en France, Alexandra était frappée en Suisse et la droite et la gauche se sont positionnées par rapport à Blocher pendant la campagne. En France, c'est un peu la même chose, gauche et droite se positionnent par rapport au Front national. C'est une erreur de stratégie ?

R - Vous voulez m'emmener sur la politique intérieure, je vois.

Q - Absolument pas, non. De la politique comparée, de la politique internationale comparée.

R - Non, je crois qu'il y a une montée des thèses d'extrême droite dans beaucoup de pays. Cela est une évidence et très souvent cela part des questions de migration. C'est un point commun entre ce que l'on voit en Suisse - alors qu'en plus en Suisse, les migrants sont en général des Français, des Italiens, etc. - et ce que l'on voit dans d'autres pays. Et c'est préoccupant parce que je ne crois pas que ce soit en se refermant sur soi-même qu'on va trouver des solutions. Aujourd'hui, le monde est ouvert. (...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 28 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196692-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d